

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-traque-d-antifascistes-des-auxiliaires-de-police-tuent-gazage-grenadage-ebornage-tirs-pre-fascisme.html>



Chronique du système policier français : traque d'antifascistes, des auxiliaires de police tuent, gazage, grenadage, éborgnage, tirs, prison pour une manif ou un tag de craie, réservistes, pré-fascisme...



Date de mise en ligne : vendredi 24 septembre 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

- Les Articles -

Les brutalités policières et les lois sécuritaires s'accumulent.

Mais, au-delà des faits les plus scandaleux et spectaculaires, [le pire du système policier ne serait-il pas la partie la moins visible, la partie immergée de l'iceberg ?](#)

C'est bien la routine du contrôle, du fichage, des pressions, de l'habitation à l'extension partout du domaine policier et de tout type d'agents (sécurité privée commerciale, SNCF, RATP, présence dans les établissements scolaires, publicité...), des QR codes, de la biométrie, des caméras de surveillance, de la tendance à vouloir transformer toute personne en flic-surveillant-contrôleur-délateur... qui assoie le système policier, et le rend aussi « naturel » et « invisible » que l'air qu'on respire.

Le pire ce sont peut-être ces flics du quotidien si bonhommes, sympas, compréhensifs, communicants, qui discutent, et font avancer le système policier en « douceur », qui malgré tout obéissent et appliquent les directives, qui font en sorte de tout surveiller et de prévenir toute idée ou envie de révolte, qui mettent en avant un rôle social pour justifier leur existence et accroître l'acceptation.

Comme un gaz mortel sans odeur, le système policier s'insinue partout sans qu'on s'en rende forcément compte, dans les têtes comme dans les structures, il imbibe l'espace public jusqu'à en constituer la trame invisible, le fil conducteur.

Plus que jamais, le système policier est un des piliers majeurs du système en place.



Chronique du système policier français : traque d'antifascistes, des auxiliaires de police tuent, gazage, grenadage, éborgnage, tirs, prison pour une manif ou un tag de craie, réservistes, pré-fascisme Le pire tient peut-être dans la banalisation et l'acceptation du système policier

« MORT POUR NE PAS AVOIR DE TICKET ? »

Un homme est mort mercredi dans la station de métro Joliette à Marseille.

Les circonstances sont encore très floues et aucune image n'est pour le moment sortie. Mais les premiers éléments confirment que le décès est lié à un contrôle de billet. L'homme de 40 ans est mort d'un arrêt cardiaque. Il aurait refusé le contrôle de ticket et aurait tenté de prendre la fuite.

Le « voyageur s'est montré très virulent vis à vis de nos agents, il a été retenu en attendant l'arrivée de la police qui avait été appelée pour faire les contrôles nécessaires », selon Eric Beccaria, le directeur général de la RTM, la société de transport.

Sauf qu'à l'arrivée de la police, l'homme était retrouvé mort.

Source : France 3

(Post de Cerveaux non disponibles)

► suite ci-dessous :

Les auxiliaires de police tuent aussi !

Mercredi 22 septembre, un homme de 37 ans a été tué par les agents de la RTM (régie des transports de Marseille). Il n'a pas été « amené au sol », il a été écrasé. Il a subi un placage ventral et est mort d'une asphyxie mécanique. Il s'appelait Saïd et était handicapé. Il vivait avec sa mère octogénaire, qui précise qu'il avait un retard mental l'empêchant de saisir certaines situations.

Les auxiliaires de police tuent aussi !

(Via Désarmons-les)



Chronique du système policier français : traque d'antifascistes, des auxiliaires de police tuent, gazages, grenadages, éborgnages, tirs, prison pour une manif ou un tag de craie, réservistes, pré-fascisme... Train gratuit pour des flics armés - Refus de cantine aux enfants de familles précaires

4PARIS : RENTRÉE LACRYMOGÈNE

Ce samedi, neuvième date de mobilisation contre le Pass Sanitaire et appel national à Paris "contre l'autoritarisme". Le pouvoir semble décidé à confirmer son haut niveau d'autoritarisme.

Alors qu'une manifestation était autorisée de 10h à 13h sur la Place Wagram, la Préfecture a interdit au dernier moment le rassemblement. Gazage immédiat. Un dispositif policier monstrueux est déployé avec de nombreux contrôles pour décourager les manifestants, des canons à eau, des hordes de BRAV.

Un témoin sur place nous fait part de nasses et d'intimidations incessantes.

► [Vidéo](#)

Coup de filet en cours dans le milieu antifasciste autonome lyonnais

Aujourd'hui mardi 21 septembre, la police est en train de procéder à une dizaine d'arrestations d'antifascistes lyonnais

La police est en train de procéder à une dizaine d'arrestations et mises en garde à vue suite aux attaques de l'extrême-droite sur les cortèges anti pass sanitaire.

Alors que les groupuscules d'extrême-droite tentent de gagner du terrain dans le mouvement actuel de contestation sociale, l'État s'attaque une fois de plus aux forces progressistes. Des camarades sont en garde à vue, d'autres sont convoqués.

Les élections présidentielles approchent et Macron veut museler la contestation.

Nous vous tiendrons au courant, notre colère est immense !

([source](#))

Retour sur le passage au tribunal de 7 antifascistes lyonnais, suite au « coup de filet » du mardi 21 septembre

7 Sept camarades sont passés aujourd'hui devant le procureur et devant le juge des libertés. 4 d'entre eux sont écroués dès ce soir. La poursuite est purement politique et raciste. Le procureur de la République s'est saisi lui-même sans aucun plaignant.

Il s'est basé sur une vague vidéo-surveillance où l'on voit des antifascistes en venir aux mains avec des militants d'extrême droite de Civitas.

Ils passeront en comparution immédiate le 4 Novembre.

Notre colère est immense et nous allons les soutenir jusqu'au bout.

Ils ont poussé le vice jusqu'à isoler l'un d'eux dans une prison différente des autres.

Nous allons avoir besoin du maximum de soutien possible.

Notre arme , la solidarité !

([source](#))

En Allemagne, le système policier réprime également des antifascistes

► [ALLEMAGNE : BLOC CONTRE LE FASCISME À LEIPZIG](#)

7 Samedi 18 septembre, des milliers de personnes ont défilé à Leipzig, à l'Est de l'Allemagne, contre l'extrême droite. Comme en France, l'appareil d'Etat outre-Rhin se range du côté de l'extrême droite et réprime celles et ceux qui la combattent. Une étudiante de 26 ans, Lina, est enfermée avec trois autres personnes sur la base d'une accusation de « violences » contre des militants néo-nazis.

7 Lors de cette mobilisation, un important black bloc s'est constitué, menant plusieurs actions d'autodéfense. Dans ses rangs, le chant « tout le monde déteste la police », a été chanté en français. Des barricades ont été allumées, et un très important dispositif de répression a été déployé, avec des blindés et des canons à eau.

7 **Les groupes antifascistes sont dans le viseur des autorités. Une association de gauche, VVN-BDA, est privée de son statut d'association à but non lucratif et des antifascistes de Stuttgart ont été placés en détention. À Leipzig et dans d'autres villes, de nombreuses perquisitions ont été effectuées. Plus que jamais, la vague brune menace, avec l'appui des possédants qui construisent un avenir encore plus autoritaire et raciste. Les stopper est vital.**

(Nantes Révoltée)

► Voir aussi en Grèce la répression du pouvoir gangréné par l'extrême droite :

[Alerte Grèce : deux membres de Rouvikonas menacés de prison à vie !](#) - Deux ans après le formidable élan de

solidarité sans frontières qui a permis à deux membres de Rouvikonas d'éviter la prison, une nouvelle menace d'une ampleur sans précédent plane au-dessus du groupe. Un procès kafkaïen attend Giorgos et Nikos le 13 octobre prochain, sur la base de fausses accusations. Cette tentative de criminalisation du mouvement social peut coûter la prison à vie à ces deux militants politiques. Leur groupe, pourtant irréprochable et exemplaire, est manifestement devenu trop gênant. Une nouvelle mobilisation internationale s'impose.

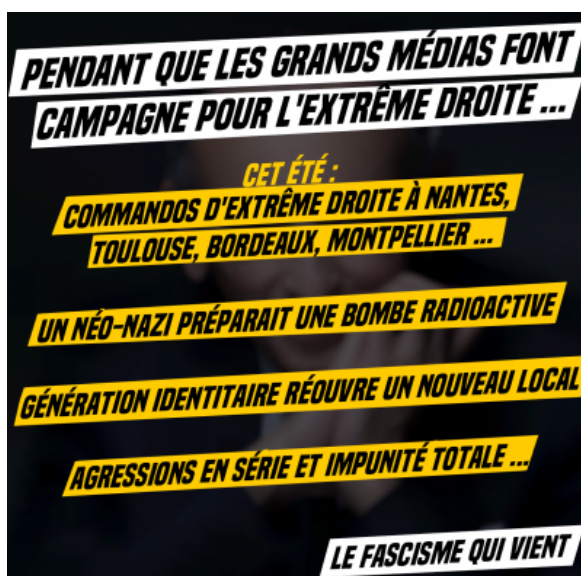
PARIS : TÉMOIGNAGES DE MANIFESTANTS CONTRE L'AUTORITARISME

Il y avait foule dans les rues de Paris ce samedi contre l'autoritarisme du gouvernement. Le maintien de l'ordre a été féroce. Encore une fois, il est évident que Macron laisse volontiers défiler l'extrême droite, mais que les manifestations antifascistes contre le Pass Sanitaire sont sauvagement réprimées. Deux témoignages de manifestants :

« Dès ce matin, à Wagram, au rendez-vous officiel déclaré en Préfecture, sur plusieurs kilomètres, il y avait des barrages et des groupes de policiers qui venaient arrêter chaque personne. Du coup, 6 ou 7 banderoles ont été volées. Il y a eu des d'arrestations préventives. Par exemple, Hadama Traoré [un militant d'Aulnay-sous-Bois qui appelait à la manifestation], s'est fait arrêter avant la manif, il y a eu énormément d'interpellations. On a décalé à Duroc. Dès le début, les policiers venaient fouiller chaque personnes une par une. Vers 1H30 on s'est regroupé en cortège, la police a commencé à encercler. Quand le cortège a démarré, les CRS se sont mis de chaque coté autour de nous. Vers 4H c'était très violent, à proximité du Conseil d'Etat, c'était très dur. On s'est fait massacrer. Ce soir il y a encore des manifestations sauvages. Ça ressemble au Gilets Jaunes, beaucoup plus que les manifestations précédentes de cet été. Et la violence d'Etat est de retour ».

« Un petit témoignage de la tête du cortège aux départ de Place de Breteuil en direction du Conseil d'Etat. Il y avait énormément de monde et beaucoup de gens venus de province, et du beau monde déterminé. Malgré une répression incroyable entre insultes et gazage, il y avait une belle cohésion aujourd'hui. Ne baissons pas les bras le 18 soyons encore plus fort. »

(posts de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : traque d'antifascistes, des auxiliaires de police tuent, gazages, grenadages, éborgnages, tirs, prison pour une manif ou un tag de craie, réservistes, pré-fascisme Des médias de masse font campagne pour l'extrême droite, et celle-ci attaque

%PARIS 11 SEPTEMBRE%

Déjà des gaz aux alentours des Champs alors que les rassemblements officiels n'ont même pas encore commencé. La police semble décider à réprimer tout attroupement qui sortirait des trajets déclarés en préfecture. Certains ont même eu des amendes pour être arrivés "trop tôt" au rassemblement place Wagram.

(Post de Cerveaux non disponibles)

DIVERS

- [Antiterrorisme : Lettre Ouverte au juge d'instruction Jean-Marc Herbaut](#) - Depuis le « coup de filet dans l'ultra gauche » du 8 décembre 2020, la vie de sept personnes a été mise en suspens sur de simples présomptions d'intention. La justice maintient toujours trois d'entre eux derrière les barreaux, violant gravement le principe de la présomption d'innocence. (...) Le contenu même des interrogatoires, portant d'avantage sur les opinions et activités politiques des personnes auditionnées et leur avis sur la politique actuelle du gouvernement, est complètement hors de propos dans le cadre d'une enquête pénale et amène à penser que la DGSJ est en réalité une police politique, plus qu'un service d'enquête pénale.
 - [Comment les forces de l'ordre usent des grenades au mépris des règles](#) - Mediapart a étudié plus de 145 heures d'images filmées entre mai 2016 et décembre 2020, qui couvrent donc les grands mouvements sociaux de ces dernières années. Selon cette enquête, 51% des jets de grenades de désencerclement et 18% des tirs de lance-grenades opérés par les forces de l'ordre en manifestation sont non réglementaires.
 - [Darmanin, Roussel et les « forces de l'ordre »](#)
 - [VIDÉO. À Anemasse, la police gifle et frappe un jeune homme menotté](#) - Mardi 14 septembre, Shahim Hazamy révélait une nouvelle vidéo de violences policière montrant un jeune homme menotté, giflé et violenté par des policiers dans un quartier d'Anemasse en Haute Savoie (74).
 - [Depuis 1999, l'État français a rendu borgnes au moins 66 personnes, dont 29 en une année \(2018-2019\)](#) - Cela fait quatre ans que nous recensons les mutilations graves par des armes de police. Nous avons pu contacter ou rencontrer un certain nombre de blessés, d'autres non. Certain-es sont aujourd'hui devenu-es des amis. D'autres sont devenu-es subitement des combattant-es, à qui la blessure a donné la rage. Nous exprimons notre soutien envers tou-tes, et notre solidarité particulière envers ceux et celles avec qui nous partageons nos idées, notre vision du monde et notre combat contre les violences d'État. Les armes incriminées : le FLASH BALL, le LBD 40 et les GRENADES DE DESENCERCLEMENT (DMP), mais également dans un cas la grenade lacrymogène MP7. Notre objectif principal est de désarmer l'État, et nous nous y employons quotidiennement. Mais il nous manque la force du collectif, alors nous appelons tou-tes les mutilé-es à prendre contact avec nous pour envisager la suite
 - [Procès de Bure : deux militants antinucléaires condamnés à de la prison ferme](#) - Les militants antinucléaires opposés au projet d'enfouissement des déchets radioactifs Cigéo ont été condamnés à des peines de prison allant de six mois avec sursis à douze mois ferme, en raison d'une manifestation non déclarée. Ils ont toutefois été relaxés de l'accusation d'association de malfaiteurs.
 - [L'Assemblée nationale adopte le projet de loi relatif à une réforme de l'irresponsabilité pénale](#) - Examinée par les députés depuis mardi, la réforme de l'irresponsabilité pénale portée par Eric Dupond-Moretti a été adoptée mercredi 22 septembre en fin d'après-midi. Le texte vise notamment la création de deux infractions spécifiques en cas de consommation volontaire de produits psychoactifs. (...) Le débat porte désormais sur le second volet - majoritaire - relatif aux atteintes commises contre les forces de sécurité intérieure. (ça promet !)
- Flics et extrême-droite, unis :
- [Clarification avec les conspirationnistes d'Alès et d'ailleurs du samedi 18 septembre](#) - Méthodologies communes des fachos et conspi entre Montpellier, Nîmes et Ales.



Chronique du système policier français : traque d'antifascistes, des auxiliaires de police tuent, gazages, grenadages, éborgnages, tirs, prison pour une manif ou un tag de craie, réservistes, pré-fascisme... Traque d'un musicien, 'coupable' d'être très présent dans des manif

RECUEIL DE CITATIONS QUI DÉTESTENT LA POLICE

- Le gouvernement aimerait interdire toute critique des forces de l'ordre : chronique littéraire -

Lors de la fête de l'Huma, pendant un concert, le public a chanté « tout le monde déteste la police ». Slogan classique des manifestations depuis 2016. L'apprenti fasciste Gérald Darmanin s'est encore fâché tout rouge en exigeant que « les partis dits de « gauche » participant à la fête de l'humanité condamnent fermement les propos injurieux contre la police de la République. » Il y a une semaine, c'est un festival antifasciste à Lyon qui était ciblé par les autorités pour la même raison. Au rythme où l'on va, ne pas consentir à être le paillason des barbares en uniforme sera bientôt interdit. Pourtant, l'histoire nous montre qu'à chaque époque, la détestation de la police est un signe de vitalité chez les esprits en bonne santé. Pour la culture générale, voici quelques citations classées par ordre chronologique. La flaque de morve au gouvernement va-t-il poursuivre post-mortem ceux qui ont écrit ou prononcé ces phrases pour « outrage » ?

« Ce gouvernement, je le caractérise d'un mot : la police partout, la justice nulle part. » Victor Hugo, 1851

« On n'a point oublié cette récente et lamentable affaire : à l'autopsie, on trouva la boîte crânienne d'un sergent de ville vide de toute cervelle, mais farcie de vieux journaux. L'opinion publique s'émut et s'étonna de ce qu'elle jugea une macabre mystification. Nous aussi, nous sommes douloureusement émus, mais en aucune façon étonné. Nous ne voyons point pourquoi on se serait attendu à découvrir autre chose dans le crâne du sergent de ville que ce qu'on y a en effet trouvé. »

Alfred Jarry, 1901

« Police : a toujours tort » Gustave Flaubert, 1913

« Descendez les flics, camarades, descendez les flics

Plus loin plus loin vers l'ouest où dorment les enfants riches [...]

Que ta fureur balaye l'Élysée [...]

Un jour tu feras sauter l'Arc de triomphe, prolétariat connais ta force, connais ta force et déchaîne-la »

Louis Aragon, 1931

« Les bruits des plaques d'égout sautant sur la gueule des flics tailleront dans le ciel autant de bleu qu'il en faut pour la tête de la plus jolie femme du monde » Benjamin Péret, 1934

« La plus belle sculpture / C'est le pavé de grès / C'est le pavé cubique / Le lourd pavé qu'on jette
Sur la gueule des flics »
Maurice Blanchard, 1934

« La morale commence là où s'arrête la police » Alain, 1938

« Si je préfère les chats aux chiens, c'est parce qu'il n'y a pas de chat policier. » Jean Cocteau, non datée.

« Lorsqu'il s'agit de rosser les cognes, tout le monde se réconcilie [...] En voyant ces braves pandores, être à deux doigts de succomber, moi, j'bichais car je les adore, sous la forme de macchabées » George Brassens, 1952.

« Mais j'peux pas m'empêcher/Quand j'vois un flic passer/De penser qu'il frait bien à la morgue/Mais j'peux pas m'empêcher/D'avoir envie d'l'aider/A passer d'l'aut'côté du fossé »
Boris Vian, 1954

« La question n'est pas de savoir pourquoi il y a des gens qui jettent des pierres sur la police, mais de savoir pourquoi il y en a si peu ». Wilhelm Reich, apocryphe

« Je ne suis pas contre la police ; J'ai juste peur d'eux. » Alfred Hitchcock

« La rue s'déshabille /Les pavés s'entassent /Et les flics qui passent /Les prennent sur la gueule » Léo Ferré, 1969

« Si les policiers n'étaient pas bêtes, ils ne seraient pas des policiers. » Charles De Gaulle, non datée

« Le portait du policier type : une intelligence bien en dessous de la moyenne, mais avec des éclairs d'imbécillité. »
Michel Audiard, 1972

« Pour m'endormir, je compte le nombre de flics à qui je flanque mon coup de poing dans la gueule ». Eric Losfeld, années 1970

« La France est un pays de flics, à tous les coins d'rue y en a cent, pour faire régner l'ordre public, ils assassinent impunément... » Renaud Séchan, 1975

« J'fous plus les pieds dans une manif sans un nunchak' ou un cocktail [...] Plus de slogans face aux flicards, mais les fusils, des pavés, des grenades ! »
« Moi, j'crache dedans, et j'crie bien haut, qu'le bleu marine me fait gerber »
Renaud Séchan, 1980

« Quand vous voyez un flic dans la rue, c'est qu'y a pas de danger. S'il y avait du danger, le flic serait pas là. »
Coluche, années 1980

« Si tu leur réponds, il y a outrage. Si tu résistes, il y a rébellion. Si tu prends la foule à témoin, il y a incitation à

l'émeute. » Maurice Rajsfus, rescapé de la rafle du Vel'd'Hiv

« La société est bien foutue. Ils mettent des uniformes aux connards pour qu'on puisse les reconnaître. » Albert Dupontel, 1996

N'hésitez pas à nous aider à compléter cet exercice historique et littéraire.

LA POLICE FRANÇAISE MENACÉE PAR UN SLOGAN ET UN SMOOTHIE ?

► Censure et fragilité de l'institution -

Affligeant, pathétique, ridicule, inquiétant ... Un peu tout en même temps. Après avoir obtenu les pleins pouvoirs, des armes de guerre et des lois d'exception, la police française a décidé de faire interdire la moindre expression critique à son encontre. De scruter le moindre message qui ne lui plait pas. Sous l'Ancien Régime, la censure était assurée par des officiers spéciaux, sous l'autorité du Roi. Aujourd'hui, ce sont les syndicats policiers qui dictent ce qui peut être dit ou pas.

; Lors de la Fête de l'Humanité, lors d'un concert de rap, les spectateurs et spectatrices ont repris le slogan « tout le monde déteste la police ». Chant de manif ultra-classique, scandé dans tous les cortèges depuis des années, en France et même à l'étranger : la phrase est régulièrement reprise en Italie et en Allemagne. Mais à présent, même un slogan est insupportable. Le ministre Darmanin a « condamné » le chant, emboitant le pas des syndicats policiers. Le candidat du PCF s'est empressé, à son tour, de « dénoncer » le cri anti-répression.

; Quelques jours plus tôt, la police montait au créneau pour les mêmes raisons, mais à Lyon cette fois. Comme chaque année, un festival contre l'extrême droite était organisé dans une salle de concert. Comme le chant « tout le monde déteste la police » y avait été entonné, les syndicats policiers sont parvenus à faire stopper les subventions de la salle de concert qui n'est responsable en rien de ce que peut chanter le public lors d'un de ses événements. Censure délirante. Asphyxie d'un lieu culturel. Culpabilité par association.

; Dernier épisode en date, une marque de jus de fruits voulait commercialiser en France des smoothies baptisés « rentrée 2021 », reprenant les codes de graffitis lycéens : « fuck le système », « Alice file moi ton 06 », ou encore « Acab ». Marketing adolescent. Mais insupportable pour le syndicat d'extrême droite Alliance. Condamnation immédiate au sommet de l'Etat, indignation en direct sur les grandes chaînes d'infos, et smoothie retiré des rayons en un temps record !

; Si le pouvoir de cette police radicalisée peut nous inquiéter, il démontre aussi l'immense fragilité de l'institution. Ce besoin permanent de légitimation et cette soif d'interdire toute critique montre davantage la faiblesse de la police que sa force. Autrement dit, si la police française, malgré tous ses moyens, son pouvoir, et sa propagande quotidienne, ne résiste pas à un smoothie, c'est qu'elle est déjà quasiment vaincue.



Chronique du système policier français : traque d'antifascistes, des auxiliaires de police tuent, gazages, grenadages, éborgnages, tirs, prison pour une manif ou un tag de craie, réservistes, pré-fascisme... 9 mois de prison fermes pour l'orga d'une manif non déclarée !

REDON : L'ATTAQUE DE LA FREE PARTY « CONTRAIRE AUX PRINCIPES DE BASE DES NATIONS UNIES » SELON AMNESTY INTERNATIONAL

« Une main arrachée pour avoir voulu danser : c'est ce qui s'est passé en France, à Redon, dans la nuit du 18 au 19 juin 2021 lors d'une free-party ». Voilà comment commence le rapport, accablant, de l'ONG Amnesty International, sur l'attaque de la fête par des centaines de gendarmes.

« Pendant sept heures d'affilée, les forces de l'ordre ont lancé des grenades sur des jeunes, dans des conditions extrêmement dangereuses, en pleine nuit, sans visibilité. [...] Vers 2h30 du matin, un jeune homme de 22 ans a eu la main arrachée après une explosion. Il a été évacué par d'autres participants, après que des gendarmes ont été prévenus. Cependant, ils n'ont pas fait venir les secours sur le site. [...] Sept heures de tirs, en pleine nuit, dans un champ, au milieu d'une foule. Les tirs se sont poursuivis jusqu'à 6h30 du matin. [...] En plus du jeune homme qui a eu la main arrachée, d'autres personnes ont été gravement blessées : une jeune fille a eu la joue trouée et plusieurs dents cassées par un éclat de grenade, alors qu'elle dormait. Un organisateur a eu des côtes cassées après avoir reçu un coup de matraque dans le dos. »

Amnesty International estime que l'usage de la force n'était « pas nécessaire » et « peut s'apparenter à une punition corporelle, ce qui est illégal au regard du droit international relatif aux droits humains ». L'ONG ajoute : « ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que Redon n'est pas un cas isolé. Nous alertons sur les dérives du maintien de l'ordre depuis des années et notamment depuis le décès de Steve Caniço auquel ce Teknival entendait justement rendre hommage. [...] le cas de Redon se place dans un contexte de répétition des cas d'usage excessif de la force dans des opérations de maintien de l'ordre ». Il y a « urgence d'interdire les grenades explosives en maintien de l'ordre »

Bref, un nouveau rapport accablant qui témoigne de la brutalisation de la société française, et sa fuite en

avant vers une dictature policière. Constater ne suffit pas. Ces dernières années, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a condamné la France, l'ONU a réclamé une enquête internationale sur « l'usage excessif de la force » contre les Gilets Jaunes. Une étude du journal The Economist s'alarmant d'un « énorme recul des libertés démocratiques » classe la France dans la catégorie des « démocraties défaillantes ». L'Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture publie plusieurs rapports accablants et documentés sur la police française. De grands journaux allemands d'opinion centriste décrivent la France comme un « Absurdistan autoritaire » et même un pays à la veille du fascisme, faisant un parallèle avec « la République de Weimar finissante », traversé par des menaces de putsch, un pouvoir imprégné de thématiques d'extrême droite et une police de plus en plus « tendue ». Une tribune signée par 23 intellectuels reconnus mondialement s'affole du « recul de la démocratie en France » en particulier des lois autoritaires et des mesures racistes, qualifiées de « menace pour la liberté dans le monde ». Tout cela n'a freiné ni l'usage de l'arsenal policier, ni la surenchère policière, au contraire. Les témoignages, les condamnations de principe et les pétitions n'enrayeront pas la machine. Avoir raison ne suffit pas. Il faut s'organiser pour peser sur le cours des choses.

GÉRALD DARMANIN : L'EXTRÊME DROITE À L'INTÉRIEUR

Entre son débat avec Marine Le Pen, son rapprochement avec les syndicats de police et ses remarques jugées antisémites ou islamophobes, Gérald Darmanin est l'un des ministres les plus critiqués du quinquennat, mais aussi l'un des plus influents. Qui est le ministre de l'intérieur ?

► [VIDEO sur BLAST](#)



Chronique du système policier français : traque d'antifascistes, des auxiliaires de police tuent, gazages, grenadages, éborgnages, tirs, prison pour une manif ou un tag de craie, réservistes, pré-fascisme...
Imprégnation progressive de méthodes et de discours néo-fascistes

PENDANT QUE L'EXTRÊME DROITE PASSE TOUS LES JOURS À LA TÉLÉ ...

Après avoir fait élire un banquier autoritaire, les puissants mise ouvertement sur le fascisme. L'extrême droite diffuse quotidiennement ses idées sur toutes les antennes, et un pétainiste entièrement produit par le système médiatique est désormais promu comme futur candidat présidentiel matin midi et soir. Pendant ce temps, les médias ne parlent pas des innombrables actes de guerre commis par l'extrême droite violente :

► 31 juillet à Nantes : un commando néo-nazi armé de matraques métalliques attaque la manifestation contre le

Pass Sanitaire. Plusieurs blessés graves. Situation inédite à Nantes. Aucune arrestation, aucune poursuite, aucun écho médiatique.

- ▶ Au mois d'août : à Bordeaux et Tours, des commandos comparables ont tabassé tout ce qui ressemblait à des « manifestants de gauche ». dans les manifestations pour les libertés. A Montpellier, attaque néo-nazie, plusieurs blessés.
- ▶ Tout l'été : des groupuscules fascistes profitent de l'absence sidérante de la gauche pour tenter de s'emparer des manifestations contre le Pass Sanitaire. Ils y parviendront là où la gauche a abandonné le terrain. Pas ailleurs.
- ▶ 22 août : à Epinal, Oumar, 19 ans, est frappé par une vingtaine d'individus racistes. Un phénomène récurrent dans la ville selon ses amis.
- ▶ Le 3 septembre, un cortège de 200 néo-nazis défile en plein Paris aux cris de « Europe, jeunesse, Révolution ». La semaine suivante, violences de rue commises par l'extrême droite.
- ▶ 8 septembre : le Canard Enchaîné révèle qu'un militant néo-nazi, fan du Klu Klux Klan, fabriquait des bombes radioactives pour commettre des attentats. La police, informée, a choisi de ne pas diffuser l'information. Aucun grand média ne parlera de ce projet de « bombe sale ».
- ▶ 9 septembre : agression antisémite à Lyon. Le même jour, un militant antifasciste lyonnais est attaqué par des néo-nazis dans une gare parisienne.
- ▶ 9 septembre : Eric Zemmour, un des théoriciens du « grand remplacement », révèle dans son livre que le président Macron lui a « commandé une note sur l'immigration ».
- ▶ 10 septembre : une cinquantaine de fascistes déambulent à Lyon dans le but revendiqué d'en découdre.
- ▶ 11 septembre : l'organisation néo-fasciste Génération Identitaire, dissoute, officialise sa reconstitution et ouvre un nouveau local de combat à Lyon, dans une impunité totale.
- ▶ Le 11 septembre à Toulouse, une trentaine de fascistes armés de bâtons chargent un cortège de Gilets Jaunes, faisant plusieurs blessés graves.
- ▶ 12 septembre : au petit matin, à Lyon, un homme est tabassé à un feu rouge par 4 individus qui crient des propos racistes.

Cette liste n'est pas exhaustive. Nous en sommes là. **S'il n'est pas encore au pouvoir, le fascisme est déjà là, dans les rues, protégé par la police. La société toute entière est en voie de fascisation. La situation peut faire peur, mais nous sommes encore en capacité d'y faire face collectivement, si notre camp refuse de regarder ailleurs et de se déchirer. Réveillons nous.**

(posts de Nantes Révoltée)

" Macron annonce la création d'une nouvelle milice de 30 000 Benalla !

C'est pas une blague. Le Beauvau de la sécurité a été l'occasion de l'annonce de la création d'une réserve opérationnelle de 30 000 réservistes pour épauler la police... Des non policiers, ou des semi policiers pour aider les policiers en fonction.

On sent que la réforme souhaitée par Darmanin va être la fête de l'abus. Lui qui la voulait citoyenne, cette réserve ne représente t'elle pas la levée d'une nouvelle milice, un appel d'air pour tous les nervis qui veulent faire leur loi ? En janvier même le secrétaire régional du syndicat Unité SGP Police des Pays de la Loire s'inquiétait "de l'arrivée de miliciens" avec cette mesure (France Bleu). La police s'était déjà radicalisée, maintenant elle se benallise pour de bon.

L'idéologie néolibérale est en pleine sur-consommation de police. On vit dans une boulimie de flics. Des moyens colossaux sont injectés pour s'assurer que ce dernier rempart sauvera les fesses des politiques toujours plus inégalitaires, fustigeant les pauvres pour engraisser les riches.

Autre annonce : Macron déshabille Paul pour habiller Jacques. Le budget de l'intérieur augmentera de 1,5 milliard en 2022 et la police aura même des tenues relookées à la suite d'un appel lancé en mars aux étudiants en design ! Rappelons qu'il y a quelques mois les infirmières s'habillaient en sac poubelle par manque de blouses !

« Plus de bleus sur le terrain », le leitmotiv que Macron rabâche, est perçue avant tout comme « plus de blessures, d'intimidations, d'abus et de répressions ». Censé rassurer le bourgeois, cet Etat policier nous plonge dans une angoisse sans fond. Tout le fric et l'énergie que met Macron dans la sécurité, c'est du fric et de l'énergie qu'on ne verra jamais pour l'école, pour la santé, où pour le logement. Macron nous coute un pognon de dingue en fait.

Mais une question nous turlupine. Qui va venir composer cette réserve ? En janvier, on apprenait que Darmanin la voulait issue de la société civile. Est-ce que demain vous serez contrôlé par votre (choisir un métier) ? Vu la période, ne serait-ce pas là un ticket d'entrée rêvé pour les miliciens en herbe qui souhaiteraient prendre du galon en rejoignant les rangs d'une police qui selon de nombreuses études montre qu'elle vote majoritairement à l'extrême droite. Les identitaires qui aiment leur police et le spectacle raciste, homophobe et violent qu'elle a l'habitude de montrer vont se sentir pousser des ailes.

Bref, on croyait que Benalla était un bug, en fait c'est le nouveau logiciel. Cette annonce fait déjà l'effet d'une bombe à retardement qui devrait lourdement impacter la société. Ce Beauvau de la sécurité, c'est un peu l'Attaque des Clones.



Chronique du système policier français : traque d'antifascistes, des auxiliaires de police tuent, gazages, grenadages, éborgnages, tirs, prison pour une manif ou un tag de craie, réservistes, pré-fascisme... Les auxiliaires de police tuent aussi, pour un ticket de métro !

Policier à un manifestant : « t'es une merde ! »

Après avoir gazé la gare de l'Est, un policier qui vient d'insulter le seul manifestant qui les suit décide de lancer à sa poursuite tout un bataillon pour l'interpeller.

Source Civicio - [VIDEO](#)

4 VIOLENCES POLICIÈRES 4

Hier soir à Paris (10e) (20 septembre), un policier assène plusieurs coups de poing au visage d'un homme déjà maîtrisé et menotté.

[C'est un riverain, Justin Faurous, qui a filmé la scène](#), voici son témoignage :

"J'ai vu l'entièreté de l'arrestation, et l'homme menotté était certes en délit de fuite, mais en aucun cas menaçant et est même resté poli.

On voit clairement que le policier qui arrive après frappe l'homme à plusieurs reprises alors qu'il est déjà menotté et neutralisé.

Même si ça peut paraître être pas grand chose pour certains, c'est pas normal que les forces qui sont censées nous protéger se permettent de frapper sans raison un citoyen. Le coupable doit être puni."

(Posts de Cerveaux non disponibles)

!LE SAVIEZ VOUS ?

! Il y a quelques jours, un enfant de 7 ans scolarisé dans le village de Saint-Médard-de-Guizières, en Gironde, a été chassé de la cantine de son école et ramené chez lui par un policier parce que ses parents n'avaient pas payé la cantine. « Cet enfant n'a pas été traumatisé [...] les conditions dans lesquelles cet enfant a été récupéré sont plus qu'honorables et douces », ose la maire de la commune.

! En retour, des associations de parents ont demandé à ce que la cantine soit gratuite. Une demande de bon sens, pour permettre à tous les enfants, notamment ceux issus de familles précaires, de se nourrir et d'avoir accès à une éducation gratuite pour tous. Mais les médias, ouvertement d'extrême droite, on alimenté une polémique indigne, ouvrant leurs antennes à des intervenants contre la cantine gratuite.

! En France, nous avons donc un État qui offre le train gratuit à des policiers armés - en plus d'innombrables avantages et privilèges réservés aux forces de l'ordre - mais qui refuse de nourrir des enfants scolarisés dont les parents ont des difficultés économiques. Pendant de temps, les inégalités explosent et les riches s'enrichissent comme jamais. Époque décadente.

LILLE : UN GILET JAUNE EN FAUTEUIL ROULANT PREND 6 MOIS FERME POUR « DES TAGS A LA CRAIE »

► Justice de classe -

Alors que l'escroc récidiviste Patrick Balkany se pavane dans la rue et sur les plateaux télé malgré sa condamnation, et que les criminels en uniformes bénéficient d'une impunité toujours plus scandaleuse, l'affaire a de quoi donner la rage.

A Lille, un Gilet Jaune en fauteuil roulant vient de prendre 6 mois de prison ferme et 3 ans d'interdiction de manifester pour des tags à la craie. Vous ne rêvez pas. La peine est tellement scandaleuse que la presse lilloise se sent obligée de préciser que ce manifestant en fauteuil serait un « black bloc ». Comme si une

personne souffrant de handicap pouvait constituer une menace pour des individus armés, entraînés et protégés.

Les faits remontent au 7 décembre dernier. L'accusé aurait lors d'une manif, et selon des policiers, tagué, avec une craie des slogans sur des camions de police. « Mort aux vaches ». Un crime abominable, qui s'efface avec une éponge humide. A l'époque, il est arrêté, déféré, jeté en prison préventive puis placé sous contrôle judiciaire.

Depuis, il y a eu la grève des avocats et le confinement. Le verdict final vient seulement de tomber pour le Gilet Jaune : 6 mois ferme et 3 ans d'interdiction de manifester. C'est une véritable entreprise de terreur, une justice de classe éhontée visant à annihiler la contestation. Les magistrats qui ont prononcé cette peine veulent terroriser, humilier, détruire.

En décembre dernier, c'était Odile, 55 ans, vivant à Toulouse, et elle aussi en fauteuil roulant, qui passait en procès pour « violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique ». Elle avait d'abord été accusée de « violences avec arme » - l'arme étant son fauteuil. Un CRS avait obtenu la condamnation de cette femme en prétendant, contre tout bon sens, qu'elle l'avait « blessé » avec son fauteuil. Et les magistrats avaient validé ce mensonge.

On parle souvent de la violence des policiers, mais on oublie parfois l'extrême violence, moins visible, de la Justice et ses magistrats aux ordres. Ces derniers mois, des centaines d'années de prison ont été distribuées à des manifestants. Les gardes à vue gratuites, les interdictions de manifester, les amendes ne se comptent plus. Sans cette justice qui terrorise, qui protège les forts et écrase les faibles, les Gilets Jaunes et les autres luttes n'auraient pas été asphyxiés par la répression.

QUELQUES JOURS DANS LA FRANCE PRÉ-FASCISTE

« Ainsi commence le fascisme. Il ne dit jamais son nom, il rampe, il flotte, quand il montre le bout de son nez, on dit : C'est lui ? Vous croyez ? Il ne faut rien exagérer ! Et puis un jour on le prend dans la gueule et il est trop tard pour l'expulser. » Françoise Giroud

j Le mercredi 8 septembre : la presse découvre une affaire datant du 26 août car la direction de la police a décidé de ne pas communiquer dessus "afin de ne pas créer la panique". Un jeune néo-nazi de Rouffach (près de Colmar) avait été arrêté chez lui en possession de quatre bombes artisanales à l'uranium, dont trois prêtes à l'emploi. Les enquêteurs retrouvent également sur place un costume intégral du KKK, et une sélection de croix gammées. En dépit de son potentiel sensationnel, cette histoire ne fera aucun titre national.

j Le Jeudi 9 septembre : Une dizaine de militants fascistes viennent attendre le militant antifasciste Raphaël Arnault, à la gare. Il s'en sortira avec l'arcade ouverte. Le même soir, un groupe de plusieurs dizaines de fascistes défile dans les rues de Lyon dans le but d'en découdre. La veille, toujours à Lyon, Usul, le commentateur politique de Médiapart, se fait enfariner à la terrasse d'un bar par deux jeunes hommes, au cris de "ça c'est pour Napoléon."

j Le Samedi 11 septembre : la tête de cortège de la manifestation Toulousaine contre le Pass Sanitaire, réunie derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire "Révolution Sans Frontières", est attaquée et dispersée par une quarantaine de fascistes armés de barres de fer et de béquilles. Entre cinq et huit personnes sont blessées au cours de l'attaque. A Paris le même jour, un cortège de dizaines de néo-nazis défile et frappe. D'autres attaques d'extrême droite armées, et toujours impunies, ont eu lieu à Tours, Nantes, Bordeaux les samedis précédents.

; Le Lundi 13 septembre : invitée sur France 5, la secrétaire d'état chargée de la jeunesse Sarah El Haïry déclare : "Moi ce qui m'effraie encore plus que Zemmour, c'est les discours intersectionnels du moment". Pour LREM : plutôt l'extrême droite que la gauche.

; Mardi 14 septembre, Macron réclame « plus de bleus sur le terrain », et annonce le doublement des patrouilles de police et le recrutement de 30 000 auxiliaires de police. La France est le pays européen comptant le plus de forces de sécurité par habitant. Dans le même discours, le président reprend le slogan Lepéniste : « la sécurité, première des libertés ». Quelques jours plus tôt, le gouvernement offrait le train gratuit aux policiers, à la condition qu'ils entrent armés dans les wagons.

; Le jeudi 16 septembre, un article de Streetpress révèle les violences policières systémiques commises à l'encontre de personnes non-blanches du 9e arrondissement. On y découvre, entre les coups, les humiliations, une tentative déjouée de fabrication de preuves et un usage massif de gaz lacrymogène, qu'une policière accoutumée des contrôles trouvait que "leurs prénoms étaient trop compliqués, alors, elle appelait les arabes chameaux et les noirs négros."

; Le numéro de septembre du magazine réactionnaire Causeur titre : "Souriez, vous êtes grand-remplacés", illustré avec des bébés non-blancs, reprenant la théorie du complot de l'auteur fasciste Renaud Camus. Dans ce dossier, on peut lire que les pouvoirs publics seraient en train de dissimuler le remplacement ethnique des blancs. Des bébés sont donc considérés dans un journal comme une menace « raciale ». De la propagande fasciste à l'état brut.

; Vendredi 17 septembre, le journaliste Taha Bouhafs révèle l'existence de deux fichiers circulant sur le site d'extrême-droite Fdesouche. Un premier fichier, sous forme de tableur excel, contient les noms de plusieurs centaines de personnes étiquetées "islamo-gauchistes". Un second fichier, plus important et plus détaillé, recense, avec adresses physiques à la clef, environ 750 associations dont l'activité consiste à venir en aide, d'une manière ou d'une autre, aux exilés.

; Toute la semaine, tous les jours, les médias des milliardaires font une campagne intensive pour un chroniqueur d'extrême droite créé par une chaîne de service public. Révisionniste, violemment raciste et misogyne, pluri-condamné, ce candidat des médias est l'auteur de textes et de déclarations réhabilitant ouvertement le pétainisme et la Collaboration.

Vous ne voyez pas le problème ? Alors vous faites partie du problème. Vous mettez encore sur le même plan les fascistes et ceux et celles qui s'opposent au fascisme ? Vous êtes déjà prêts pour le fascisme.



Chronique du système policier français : traque d'antifascistes, des auxiliaires de police tuent, gazages, grenadages, éborgnages, tirs, prison pour une manif ou un tag de craie, réservistes, pré-fascisme... Il reçoit 7

balles de tirs policiers, et c'est lui qui est jugé

TENTATIVE D'HOMICIDE À STAINS : LA VICTIME DES TIRS POLICIERS RISQUE LA PRISON

► Offensive judiciaire contre la victime, protection des voyous en uniforme -

Vous souvenez-vous ? Dans la soirée du 16 août dernier, à Stains, en Seine-saint-Denis, une fusillade éclate en pleine rue. Un véhicule est la cible de plusieurs coups de feu. Dans l'habitacle, Nordine est accompagné de sa petite amie. Le conducteur est grièvement blessé, comme sa passagère. Nordine, touché par plusieurs balles, en état d'urgence absolue, est emmené à l'hôpital. La vidéo de la scène, terrifiante, fait le tours des réseaux sociaux : qui sont ces deux individus qui vident sans sommation leurs chargeurs sur une voiture ?

Problème, les tireurs sont des policiers de la brigade anti-criminalité de Stains. Sans brassard, en civil, donc non-identifiables, les agents effectuaient des contrôles routiers. Nordine pensant être victime d'une agression avait essayé de dégager son véhicule. Il raconte : « Je comprends pas ce qu'ils me veulent. Comme je vois pas de brassard de police, je ne pense pas à eux. J'ai cru que c'était des voleurs, des agresseurs. Ils n'ont pas crié 'police'. » Une tentative d'homicide volontaire par des fonctionnaires de police.

Le jeune homme porte plainte. Mais comme souvent dans le cadre d'affaires de violences policières, les autorités tentent de transformer la victime en coupable et protègent ses flics. Criminalisation abjecte de celles et ceux qui reçoivent les coups, encore. Quelques heures seulement après s'être confié pour le Bondy Blog où il témoignait des violences subies ce soir là, on apprenait via le comité Adama que c'est lui, Nordine, la victime des tirs policiers qui passait en comparution immédiate ce vendredi 17 septembre ! Jugé en comparution immédiate après s'être fait tirer dessus, et malgré une vidéo accablante, il risque la prison.

À l'issue de l'audience, on apprenait qu'il sera jugé le 19 novembre 2021. En attendant, il est placé sous contrôle judiciaire. Interdiction de paraître en Seine-Saint-Denis, interdiction de conduire un véhicule motorisé et un pointage obligatoire en commissariat chaque vendredi. De son côté le parquet de Bobigny n'avait pas retenu l'intention d'homicide volontaire pour les policiers tireurs. Une simple information judiciaire pour « violences volontaires avec armes par personne dépositaire de l'autorité publique » a été ouverte. Impunité garantie pour les fous de la gâchette de la Brigade anti-criminalité de Stains. Une offensive judiciaire à l'encontre de Nordine afin de blanchir les cow-boys de la BAC. Police et Justice main dans la main pour écraser les victimes de violences policières.

4 DÉLIRE RÉPRESSIF : DEVANT LE TRIBUNAL, DES POLICIERS EN CIVIL ENLEVENT UN MILITANT À LA SORTIE DE SON PROCÈS !

- Le musicien des manifestations contre le Pass Sanitaire persécuté par les autorités !

Sa silhouette est connue dans les mobilisations nantaises. O. est accordéoniste, barman, il est de toutes les manifestations pour donner de la joie et de la voix. Depuis le début de l'été, il s'est impliqué dans les cortèges contre le Pass Sanitaire et contre les idées d'extrême droite. En chantant, en intervenant avec d'autres. Et il se retrouve désormais dans le viseur des autorités.

Ce 21 septembre, O. comparaissait au tribunal de Nantes suite à la fête de la musique, accusé sans aucune preuve par des CRS. Souvenons nous : le 21 juin dernier, un camion sono était venu diffuser de la musique dans le

centre-ville pour rendre hommage à Steve, tué deux ans plus tôt lors d'une charge de la police. Cette année encore, les forces de l'ordre ont gazé, frappé, chargé des personnes venues faire la fête. Et arrêté plusieurs personnes, dont O, pour l'exemple.

A l'audience, la procureure donne le ton : « vous êtes un leader, entouré de votre tribune de fidèles ». Les magistrats ne connaissent pas le concept d'amitié, et considèrent la solidarité comme un complot. « Monsieur est réfractaire à l'autorité, et on le reverra sans doute bientôt à la barre » ... Une menace à peine voilée. Il est évident qu'il s'agit d'un procès politique, pour intimider le prévenu et celles et ceux qui, comme lui, manifestent. L'audience est grotesque : pas l'ombre d'une preuve, en dehors de témoignages contradictoires de deux CRS absents de l'audience, qui décrivent dans leurs PV une « rébellion ». Mais le musicien est tout de même condamné : 105 heures de travail d'intérêt général.

Pendant ce temps, à l'extérieur, des individus en civil, à l'allure inquiétante, rôdent. Personne ne peut imaginer qu'une arrestation se prépare dès la sortie du tribunal. C'est pourtant ce qui va se passer. Alors que le militant sort du bâtiment, il est pris en chasse par une trentaine de policiers qui surgissent de toutes parts. Les agents en civil se précipitent en criant, l'un d'eux fait tomber sa matraque, un autre hurle « démarre la bagnole » : plusieurs véhicules étaient cachés sur les côtés de l'édifice judiciaire. Un véritable enlèvement. O., à peine sorti de son procès, est donc emmené sirènes hurlantes dans les geôles du commissariat.

Il s'agit d'un pur procédé d'intimidation. Cibler un militant local et l'arrêter devant un tribunal, pour frapper quelqu'un engagé dans la vie culturelle et associative nantaise. Dans le même temps, le groupe néo-nazi qui a attaqué une manifestation le 31 juillet à Nantes, équipé de matraques métalliques, provoquant de nombreux blessés, bénéficie toujours d'une impunité totale. Alors même que tout a été filmé et que les membres du commando sont identifiés. Refusons ensemble ces méthodes autoritaires.

O. pourrait passer en comparution immédiate dès demain ou après-demain. Faites circuler l'information. Soyons nombreux et nombreuses à le soutenir.

(posts de Nantes Révoltée)

La contrôleuse générale des lieux de privation de liberté alerte sur l'état des commissariats

Outre un problème de suroccupation et de saleté des cellules, les recommandations publiées au « Journal officiel », mardi 21 septembre, pointent le non-respect des règles sanitaires en cette période de Covid-19.

Par Antoine Albertini Le Monde :

La contrôleuse générale des lieux de privation de liberté a dénoncé, le 21 septembre, l'insalubrité de certains commissariats. THOMAS SAMSON / AFP

« Totale indignité », « saleté innommable » et « odeurs pestilentielles », « accumulation de crasse » : le bilan dressé par Dominique Simonnot, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté (CGLPL), publié mardi 21 septembre, ne révolutionne pas davantage l'exercice qu'il ne donne de motifs d'espoir dans l'amélioration des conditions de garde à vue au sein des commissariats français, du moins ceux visités entre les mois de novembre 2020 et juillet 2021.

Dix-sept d'entre eux, de l'Aisne au Pas-de-Calais en passant par l'Hérault ont ainsi été contrôlés et, notables exceptions à un état des lieux pratiquement généralisé, seuls ceux de Villefranche-sur-Saône (Rhône) et d'Auxerre (Yonne) échappent au constat, accablant, d'une situation dégradée au-delà du supportable. Pis : la CGLPL observe que, lorsque de précédents déplacements avaient révélé de graves insuffisances, « la majorité des constats

effectués [alors] avait été actée par les autorités, qui s'étaient engagées à des travaux qui n'ont pas été mis en oeuvre ».

Les commissariats du ressort de la Préfecture de police de Paris, qu'ils se situent intra-muros ou en petite couronne dans les départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, concentrent une large part des observations les plus sévères.

De façon quasi-systématique à Paris et en Seine-Saint-Denis - mais aussi à Tourcoing (Nord), fief du ministre de l'intérieur Gérard Darmanin - plusieurs personnes sont « amenées à partager la même cellule, parfois durant toute une nuit, dans des conditions de promiscuité indignes et jusqu'à six personnes dans 5 mètres carrés ».

Les toilettes, « régulièrement bouchées et souvent de longue date », dégagent la plupart du temps « une odeur insoutenable ». Les matelas « dégradés et en nombre insuffisant, sont de facto partagés entre plusieurs personnes, quasiment jamais nettoyés et encore moins désinfectés (...), les couvertures successivement utilisées par plusieurs dizaines de personnes traînent au sol durant plusieurs jours, voire plusieurs semaines ».

Les mesures barrière relèvent « de l'illusion »

Plus grave, selon la CGLPL, l'administration « ne respecte pas les prescriptions gouvernementales que la police est pourtant chargée de contrôler en matière sanitaire ».

Si un masque est - théoriquement - remis à chaque personne retenue, il n'est jamais changé et le gel hydroalcoolique, accessible uniquement lors des auditions, ne fait l'objet d'aucune distribution au motif que les gardés à vue seraient tentés de le boire et, « comme il est également impossible d'accéder librement à de l'eau chaude et à du savon, le respect de la mesure barrière consistant à se laver régulièrement les mains relève de l'illusion ».

Dans un commissariat de la région parisienne, note ainsi Dominique Simonnot, « les policiers ont découvert, au cours de notre visite, l'existence de kits d'hygiène neufs dans des placards, dont strictement personne ne les avait avisés et qui n'étaient par conséquent jamais proposés aux gardés à vue ».

Les six recommandations formulées, aussi habituelles que répétitives, depuis le nécessaire « bon état d'entretien » des locaux à l'attribution de matelas et d'une couverture « propres et à usage individuel », se trouvent dorénavant enrichies d'une prescription supplémentaire : que « toute mesure de santé publique imposée à la population générale, tels que les gestes barrières et les règles de distanciation sociale [soient] déclinés au sein des locaux de garde à vue : distanciation, mise à disposition de masques renouvelés toutes les quatre heures, accès permanent à du gel hydroalcoolique, désinfection régulière des locaux et des zones de contact, aération des locaux ».

« Persistance de la situation »

Comme de coutume, le ministère de l'intérieur a adressé à la CGLPL ses propres observations le jour même du terme réglementaire des deux mois au cours desquels il avait loisir de répondre, soit quelques heures avant la publication des recommandations de l'organisme indépendant au bulletin du Journal officiel. Dans un courrier de deux pages assorti d'une annexe circonstanciée, Gérard Darmanin entend dénoncer un « constat particulièrement sévère », soulignant « la visite d'un nombre limité de locaux sur un total de 646 hôtels de police et commissariats ». Evoquant plusieurs marchés publics en cours - notamment relatifs à l'approvisionnement en couvertures -, le ministre de l'intérieur souligne les efforts budgétaires consentis pour la rénovation des lieux de garde à vue, soit un montant total de 14,7 millions d'euros engagé pour la période 2019-2024. Mais, affirme-t-il encore, ces locaux « sont aussi ce qu'en font leurs occupants et leur mise en état ne peut jamais être instantanée ».

Sans doute l'état des cellules de garde à vue des commissariats de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) et des Lilas (Seine-Saint-Denis) illustre-t-il le caractère très relatif de l'appréciation portée par les pouvoirs publics sur cette notion d'immédiateté : après les avoir visités en 2008 et 2014 pour le premier, en 2017 pour le second, « les contrôleurs n'ont pu que constater la persistance de la situation » dans les deux cas, lors de leur dernier déplacement, au mois de juillet.

(Antoine Albertini)



Chronique du système policier français : traque d'antifascistes, des auxiliaires de police tuent, gazages, grenadages, éborgnages, tirs, prison pour une manif ou un tag de craie, réservistes, pré-fascisme... Lectures essentielles

Post-scriptum :

Ú LECTURES RÉVOLTÉES

Voici une rentrée bien agitée, le monde de l'édition en témoigne : en peu de temps s'enchaînent plusieurs publications sur les violences policières et la nécessité d'abolir la police. C'est le signe que les choses sont en train de bouger. Les idées se propagent et nourrissent des espoirs qu'il ne tient qu'à nous de rendre concrets.

Après Â« Nous sommes en guerre : terreur d'Etat et militarisation de la Police Â» de Pierre Douillard-Lefèvre, puis Â« Abolir la police : écho des États-Unis Â» du collectif Matsuda, cette semaine sort en librairie Â« Défaire la police Â» aux éditions Divergences. Des livres à faire tourner et à mettre entre toutes les mains (pas seulement celles des fans de Soso Maness).

En quelques chapitres, les autrices et auteurs abordent les raisons essentielles d'en finir avec cette institution inutile (sauf au gouvernement) et dangereuse pour la plupart des êtres humains. Au lieu de s'échiner à réclamer une réforme de la police, il paraît aujourd'hui beaucoup plus pertinent d'imaginer et construire un monde SANS police. N'en déplaise à Fabien Roussel. Il y a du boulot mais des expériences montrent déjà que cette voie est possible : Â« Defund the police Â» à Minneapolis, Seattle et Charlottesville ou encore l'autonomie zapatiste au Chiapas. De quoi s'éveiller.

(post de Nantes Révoltée)